

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-  
Atlantiques  
Cité Galliane  
9 avenue Antoine Dufau  
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 27/06/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/05/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SARL SAMSON Services**

705, avenue de l'Océan  
lieu-dit Sourdat  
40110 GAROSSE (commune inexistante dans Gun)  
40110 Morcenx-La-Nouvelle

Références : -  
Code AIOT : 0005209555

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/05/2026 dans l'établissement SARL SAMSON Services implanté 705, avenue de l'Océan lieu-dit Sourdat 40110 GAROSSE (commune inexistante dans Gun) 40110 Morcenx-la-Nouvelle. L'inspection a été annoncée le 14/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARL SAMSON Services
- 705, avenue de l'Océan lieu-dit Sourdat 40110 GAROSSE (commune inexistante dans Gun) 40110 Morcenx-la-Nouvelle
- Code AIOT : 0005209555

- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SAMSON est autorisée à exploiter, par arrêté préfectoral n° 974/2000 du 2 janvier 2001 modifié, une installation d'entreposage, démolition et démontage de véhicules hors d'usage (VHU) relevant de la rubrique 2712 sur le territoire de la commune de Morcenx-la-Nouvelle.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN26 Reprise distributeurs

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                          | Référence réglementaire                                  | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 3  | Dématérialisation des bordereaux de suivi de déchets (BSD) | Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45 | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 3 mois                |
| 5  | Rétentions                                                 | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25             | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                |
| 6  | Etat des stocks de produits dangereux - Etiquetage         | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9              | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois                |
| 7  | Installations électriques                                  | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18             | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 6 mois                |
| 8  | Systèmes de détection et d'extinction automatiques         | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19             | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois                |
| 9  | Plan de défense contre l'incendie                          | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21.I           | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 11 | Surveillance des émissions sonores                         | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 38.IV          | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                | Référence réglementaire                                                              | Autre information |
|----|----------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Obligation de contractualisation | Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26 (I) et R. 543-155-1 (II) | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle                                                 | Référence réglementaire                                        | Autre information |
|----|-------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|-------------------|
| 2  | Obligation de reprise sans frais des véhicules hors d'usage (VHU) | Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 543-155 (II) | Sans objet        |
| 4  | Obligation de remise des batteries issues des VHU et DEEE         | Règlement européen du 12/07/2023, article 65                   | Sans objet        |
| 10 | Consignes d'exploitation                                          | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22                   | Sans objet        |
| 12 | Information sur la cessation d'activité                           | Code de l'environnement du 29/05/2026, article R. 512-75-1     | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est correctement entretenu. L'exploitant doit veiller à disposer en tout temps d'une quantité d'eau suffisante dans sa réserve d'eau incendie.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Obligation de contractualisation

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26 (I) et R. 543-155-1 (II)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>I. Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent procéder aux opérations de gestion des véhicules hors d'usage suivantes que s'ils ont passé des contrats en vue de cette gestion avec au moins un éco-organisme ou un système individuel agréé en application de l'article L. 541-10 :<br>1° La reprise sur le territoire national des véhicules hors d'usage ;<br>2° La dépollution des véhicules ;<br>3° Le traitement des déchets dangereux issus des véhicules. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant indique avoir contractualisé avec de nombreux éco-organismes (EO) / systèmes individuel (SI) (VALOR AUTOR, RECYCLER MON VEHICULE, RENAULT, PEUGEOT, HONDA, IVECO, etc.)<br><br>Par échantillonnage, sont consultés quelques contrats :                                                                                                                                                                                                                                  |

- EO - RECYCLER MON VEHICULE : contrat signé le 16 décembre 2024,
- SI - IVECO : contrat signé le 28 janvier 2025 (représenté par INDRA),
- SI - RENAULT SAS: contrat signé le 29 octobre 2024 (représenté par INDRA),
- SI - RENAULT TRUCK : contrat signé le 28 janvier 2025 (représenté par INDRA),
- SI - HONDA : contrat signé le 28 janvier 2025 (représenté par INDRA).

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Obligation de reprise sans frais des véhicules hors d'usage (VHU)

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 543-155 (II)

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)

### Prescription contrôlée :

Les centres VHU réceptionnent sans frais dans leurs installations les VHU qui leur sont remis ou cédés par leur détenteur, y compris le cas échéant un collecteur, quel que soit le producteur, ainsi que ceux relevant des articles L. 541-21-3, L. 541-21-4 et L. 541-21-5 et ceux livrés à la destruction en application des articles L. 325-7 et L. 325-8 du code de la route

### Constats :

L'exploitant explique le cheminement de l'arrivée d'un véhicule au sein de son installation.

1 - Constitution du dossier administratif : Scan de la carte grise du véhicule, de la carte d'identité de l'apporteur, d'un justificatif de domicile et du certificat de non-gage ;

2 - Contrôle de la plaque d'immatriculation avec le système d'immatriculation des véhicules (SIV) ;

3 - Réception du véhicule sur site ;

4 - Remise du certificat (d'intention) de destruction ;

5 - Livraison et entreposage sur dalle étanche du véhicule ;

6 - Dépollution du véhicule, avec récupération des pièces encore valorisables ;

7 - Entreposage de la carcasse du véhicule, qui sera ensuite compactée sur site, et récupérée par un prestataire extérieur (ferrailleur)

|                                                                                                                                                                                                                                                         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| L'exploitant présente une procédure type sur son logiciel de gestion. Il précise que ces prestations sont réalisées soit gratuitement pour l'apporteur du véhicule, soit contre une gratification venant de l'exploitant et au bénéfice de l'apporteur. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                            |

**N° 3 : Dématérialisation des bordereaux de suivi de déchets (BSD)**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Traçabilité des déchets dangereux – TrackDéchets                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".<br/>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. [...] Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Un point est réalisé sur la traçabilité des déchets dangereux réceptionnés et produits par le site.</p> <p>Le site est bien inscrit sur TrackDéchets.</p> <p>Les déchets dangereux produits par l'activité sont : des huiles, des pots catalytiques, du carburant usagé, etc. Ces déchets font bien l'objet de bordereaux de suivi de déchets dangereux (BSDD) sur TrackDéchets.</p> <p>Les déchets dangereux réceptionnés par le site sont des véhicules hors d'usage (VHU). L'exploitant présente des bordereaux de suivi de véhicules hors d'usage (BSVHU), mais indique ne pas les enregistrer sur TrackDéchets.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit modifier ses pratiques de façon à ce que chaque BSVHU soit enregistré sur TrackDéchets.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

|                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------|
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                         |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                 |

**N° 4 : Obligation de remise des batteries issues des VHU et DEEE**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 12/07/2023, article 65                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Gestion des batteries extraites des véhicules                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1. Les exploitants d'installations de traitement relevant de la directive 2000/53/CE (VHU) ou de la directive 2012/19/UE (DEEE) remettent les déchets de batteries résultant du traitement des véhicules hors d'usage ou des déchets d'équipements électriques et électroniques aux producteurs des catégories de batteries concernées ou, aux éco-organismes ou aux opérateurs de gestion des déchets sélectionnés par ces éco-organismes dans le cadre de procédure d'appel d'offres</p> <p>2. Les exploitants d'installations de traitement visés au paragraphe 1 conservent des registres de ces transactions de remise.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que les batteries sont retirées sur site et placées dans des bacs. Elles sont ensuite envoyées chez un prestataire, la société DECONS située à Saint-Martin-de-Seignanx. Ce prestataire a contractualisé avec l'éco-organisme ECOSYSTEM.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

**N° 5 : Rétentions**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétentions                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. [...]</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Tous les produits chimiques qui ont été vus sont soit placés sur une rétention, soit contenus dans des cuves double enveloppes.</p> <p>Il est constaté, dans certaines rétentions, la présence d'encombrants liquides (eau sale).</p>                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit enlever l'encombrant liquide contenu dans les rétentions et transmettre une photographie des rétentions vidées.</p>                                                                                                                                                                                                                   |

|                                                            |
|------------------------------------------------------------|
|                                                            |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites              |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                      |

**N° 6 : Etat des stocks de produits dangereux - Etiquetage**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Produits chimiques                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. [...] |
| <b>Constats :</b><br><br>Les produits chimiques qui ont été vus disposent bien d'une étiquette.<br>L'exploitant ne dispose pas d'un état des stocks formalisé.                                                                                                                      |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant doit réaliser un état des stocks des produits chimiques présents sur le site et le tenir à jour. Il transmet le document réalisé.                                                              |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                               |

**N° 7 : Installations électriques**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. [...]                                                                                      |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant indique réaliser annuellement un contrôle des installations électriques du site par un prestataire (société APAVE).<br><br>Il présente les rapports de 2025 : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapport de vérification des installations électriques (partie ERP) du 27 novembre 2025 - Sans observation ;</li> </ul> |

- Certificat Q18 du 24 novembre 2025 - Sans observation mais avec réserves (car il manquait des documents administratifs préalablement au contrôle) ;
- Vérification des installations électriques du 24 novembre 2025 - avec neuf observations dont quatre nouvelles.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit réaliser les travaux nécessaires à la remise en conformité des installations électriques. Il transmet le prochain rapport de contrôle des installations électriques réalisé pour l'année 2026. Ce rapport doit mentionner l'absence de non conformités récurrentes.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 8 : Systèmes de détection et d'extinction automatiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19

**Thème(s) :** Risques accidentels, Défense Incendie

**Prescription contrôlée :**

Chaque local technique est équipé d'un dispositif de détection des fumées. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. [...]

**Constats :**

Le site est équipé de détecteurs de fumées, placés stratégiquement et qui sont remplacés tous les deux ou trois ans par des neufs.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit réaliser et transmettre une liste des détecteurs de fumée en place, avec indication de la date de leur mise en fonctionnement. Il est également conseillé à l'exploitant de réaliser une cartographie de ces détecteurs.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 9 : Plan de défense contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21.I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Défense Incendie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services

d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 4 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones de stockage temporaire, des zones d'immersion, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes.

#### **Constats :**

L'exploitant indique ne pas disposer d'un plan de défense contre l'incendie (PDI).

Il indique que le SDIS passe tous les ans pour réaliser des tests opérationnels. Il présente un rapport de visite du SDIS du 20 mai 2026 et faisant état du contrôle de la bâche incendie de 120m<sup>3</sup> (mise en place courant 2018).

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Le rapport fait état d'une réserve sur le bon remplissage de la bache incendie.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant doit : <ul style="list-style-type: none"> <li>• réaliser un PDI ;</li> <li>• transmettre le PDI à l'inspection et au SDIS 40 ;</li> <li>• s'assurer de toujours disposer d'une réserve d'eau de 120 m<sup>3</sup>, en particulier en procédant au remplissage de la réserve incendie lorsqu'il est constaté que cette dernière ne contient plus suffisamment d'eau pour assurer la défense contre l'incendie du site. La surveillance de la bache incendie est intégrée à la ronde de surveillance du site.</li> </ul> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

**N° 10 : Consignes d'exploitation**

|                                                                                                                                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes                                                                                                                                                     |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. [...] |
| <b>Constats :</b><br><br>Il est constaté la présence de consignes à destination du personnel sur le site.                                                                                            |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                         |

**N° 11 : Surveillance des émissions sonores**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 38.IV                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.<br>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les six ans par une personne ou un organisme qualifié. |

|                                                                                                                                                                                                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Constats :</b>                                                                                                                                                                                  |
| L'exploitant ne réalise pas de surveillance des émissions sonores. L'exploitant transmet un courriel sollicitant un devis pour la réalisation d'une telle prestation par la société PI ACOUSTIQUE. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                                                                                                   |
| L'exploitant doit transmettre un devis signé mentionnant la réalisation prochaine d'une campagne de surveillance des émissions sonores du site.                                                    |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                              |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                              |

**N° 12 : Information sur la cessation d'activité**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 29/05/2026, article R. 512-75-1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Cessation d'activité                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site.</p> <p>La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :</p> <p>1° La mise à l'arrêt définitif ;</p> <p>2° La mise en sécurité ;</p> <p>3° Si nécessaire, la détermination de l'usage futur selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ;</p> <p>4° La réhabilitation ou remise en état.</p> <p>Les installations temporaires créées exclusivement pour la réalisation d'opérations relatives à la cessation d'activité sur les terrains concernés sont réglementées en tant que de besoin par arrêté pris dans les formes prévues aux articles R. 181-45, R. 512-46-22 ou L. 512-12.</p> <p>II. Les obligations en matière de cessation d'activité relatives à une installation classée dont l'activité est réduite d'une manière telle qu'elle relève d'un autre régime restent celles applicables avant cette réduction d'activité.</p> <p>Lorsqu'une évolution de la nomenclature des installations classées conduit une installation à relever d'un autre régime, les obligations en matière de cessation d'activité sont celles du nouveau régime applicable.</p> <p>III. La mise à l'arrêt définitif consiste à arrêter totalement ou à réduire dans une mesure telle qu'elles ne relèvent plus de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 toutes les activités classées d'une ou plusieurs installations classées d'un même site, indépendamment de la poursuite d'autres activités sur le site et de la libération des terrains.</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>IV. La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.</p> <p>En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.</p> <p>V. En outre, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité.</p> <p>VI. La réhabilitation ou remise en état consiste à placer le ou les terrains d'assiette d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement dans un état permettant un usage futur du site déterminé, dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, de l'article L. 211-1, selon les dispositions, le cas échéant, des articles R. 512-39-2 à R. 512-39-3 bis et R. 515-75, R. 512-46-26 et R. 512-46-27 bis ou R. 512-66-1.</p> <p>[...]</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique qu'il envisage prochainement d'arrêter son activité (cessation d'activité) et/ou de revendre son site à un nouvel acquéreur (changement d'exploitant).</p> <p>Dans tous les cas, il conviendra d'informer, le plus en amont possible, par la transmission d'un courrier, le Préfet des Landes.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |